



**SECRETARIAT GENERAL**  
**Service Affaires Juridiques et Assurances**  
**SC/SK**

**ARRÊTÉ MUNICIPAL PORTANT DÉLÉGATION DES FONCTIONS D'OFFICIER DE  
L'ÉTAT-CIVIL, DE DÉLÉGATION DE SIGNATURE ET D'HABILITATIONS**  
**N° 2023-SJ-78**

Le Maire de la Ville de Metz

VU le code général des collectivités territoriales pris notamment en ses articles L.2122-30, L.2122-32  
R.2122-8 et R.2122-10 ;

VU le code électoral ;

VU le code civil ;

VU le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles R.142-43  
et R. 142-45 ;

VU la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 modifiée relative à la transparence de la vie publique ;

VU le décret 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11  
octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

VU le décret d'application n°2018-343 du 9 mai 2018 portant création du traitement automatisé de  
données à caractère personnel permettant la gestion du répertoire électoral unique pris en  
application des dispositions du I de l'article 2 et de l'article 7 de la loi n°2016-1048 du 1<sup>er</sup> août  
2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales ;

CONSIDÉRANT que, dans un souci de bonne administration locale, il est nécessaire d'ajuster la  
délégation de fonction et de signature donnée à Madame Linda AZIBI, Adjoint Administratif  
Territorial, en matière d'état civil.

**ARRÊTE :**

Article 1 : Le fonctionnaire titulaire ci-après désigné de l'Administration Municipale de Metz :  
Madame Linda AZIBI, Adjoint Administratif Territorial, reçoit délégation d'exercer, en  
notre lieu et place concurremment avec Nous les fonctions d'Officier de l'Etat Civil  
afférentes à la délivrance de toutes copies ou extraits, quelle que soit la nature des actes  
d'état civil.

Article 2 : Madame Linda AZIBI reçoit également délégation de signature, en l'absence ou en cas  
d'empêchement des Adjoints au Maire, pour la certification matérielle et conforme des  
pièces et documents présentés à cet effet ainsi que la légalisation de toute signature  
apposée en sa présence par un administré connu d'elle ou accompagné de 2 témoins  
connus.

Article 3 : En vue d'instruire les demandes de validation des attestations d'accueil qui lui sont  
présentées, Madame Linda AZIBI est, en vertu de l'article R. 142-45 du code de l'entrée  
et du séjour et du droit d'asile susvisé, habilitée à accéder, dans le cadre de ses fonctions,  
aux données personnelles contenues dans les traitements automatisés y afférent mis en  
place par la commune de Metz.

Article 4 : Madame Linda AZIBI est habilitée également à accéder, dans le cadre de ses fonctions, à tout ou partie des données à caractère personnel et informations enregistrées dans le système de gestion du répertoire électoral unique (R.E.U.) pour l'application des I et II de l'article L.18 du code électoral et pour les seules données et informations nécessaires à la gestion des listes électorales de la Ville de Metz.

Article 5 : En application du décret 2014-90 du 31 janvier 2014 précité, si Madame Linda AZIBI venait à estimer se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle doit, en tant que titulaire d'une délégation informer Madame la Directrice Générale des Services par écrit de l'éventualité de la situation de conflits d'intérêts à laquelle elle peut être confrontée en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 6 : L'arrêté n°2023-SJ-23 en date du 17 mai 2023 au profit de Madame Linda AZIBI est abrogé.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié et pourra faire l'objet d'un recours en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter des formalités de publicité et sera notifié à l'intéressée. Le dépôt du recours peut être opéré par voie électronique à partir du site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr/>

Article 8 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de Metz est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise au Préfet ainsi qu'au Procureur de la République près le Tribunal Judiciaire.

Fait à Metz, le - 4 SEP. 2023

Notifié le :  
Signature de l'Agent

Le Maire :



François GROSDIDIER  
Maire de Metz  
Président de l'Eurométropole de Metz  
Vice-Président de la Région Grand Est  
Membre Honoraire du Parlement